



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

**Commandement de la gendarmerie
pour la Polynésie française**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
01_2025_VLCOMGENDPF**

N° 1735 du 16/01/2025

Établi en application du Code de la commande publique en vigueur à compter du 1^{er} avril 2019

(Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

APPEL D'OFFRES OUVERT

**Acquisition de véhicules neufs de type SUV COMPACT et LUDOSPACE au profit des
unités du commandement de la gendarmerie
pour la Polynésie française**

Le présent cahier des clauses particulières comporte 19 pages numérotées de 1 à 19

Camp de FAA'A
BP 60114
98702 FAA'A
Tel : 40.46.72.35
@ : sba.bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE.....	4
1.1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE.....	4
1.2 – FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	4
1.3 – NOMENCLATURE.....	4
1.4 – ALLOTISSEMENT.....	4
1.5 – ORGANISME RESPONSABLE.....	4
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE.....	5
2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES.....	5
2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 3 – DURÉE DE L’ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DE L’ACCORD-CADRE.....	5
4.1 – BONS DE COMMANDE.....	5
4.2 – CONDITIONS D’EXÉCUTION.....	6
4.3 – LIEU DE LIVRAISON.....	6
ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DE L’ACCORD-CADRE.....	7
5.1 – DESCRIPTIF TECHNIQUES.....	7
5.1.1 – <i>Caractéristiques</i>	7
5.1.2 – <i>Véhicule neuf 4x4 de type Pick-up double cabine</i>	8
5.2 – DÉLAIS DE LIVRAISON.....	10
5.2.1 – <i>Délais de base</i>	10
5.2.2 – <i>Prolongation des délais</i>	10
5.3 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	10
5.4 – RELATIONS ENTRE LE TITULAIRE ET L’ADMINISTRATION.....	10
5.4.1 – <i>Obligation du titulaire</i>	10
5.4.2 – <i>Obligation de l’administration</i>	10
5.5 – DIFFICULTÉS – PROBLÈMES.....	10
5.6 – DÉFAILLANCE DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 6 – OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....	10
6.1 – VÉRIFICATION.....	10
6.2 – DÉCISION APRÈS VÉRIFICATION.....	11
6.2.1 – <i>Admission</i>	11
6.2.2 – <i>Ajournement</i>	11
6.2.3 – <i>Réfaction</i>	11
6.2.4 – <i>Rejet</i>	11
6.2.5 – <i>Transfert de propriété</i>	11
ARTICLE 7 – PRISE EN CHARGE – GARANTIE.....	11
ARTICLE 8 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	12
8.1 – UNITÉ MONÉTAIRE.....	12
8.2 – FORME DES PRIX.....	12
8.3 – CONTENU DES PRIX.....	12
8.4 – CONTRÔLE DES PRIX.....	12
8.5 – RÉVISION DES PRIX.....	12
ARTICLE 9 – PÉNALITÉS.....	12
9.1 – CALCUL DES PÉNALITÉS.....	12
9.2 – EXCLUSION DES PÉNALITÉS.....	13
ARTICLE 10 – AVANCE – ACOMPTE.....	13
10.1 – AVANCE.....	13
10.2 – ACOMPTE.....	13
10.3 – RÉGIME DES PAIEMENTS.....	13
ARTICLE 11 – MODE DE RÈGLEMENT – PAIEMENT.....	13
11.1 – FACTURATION.....	13
11.1.1 – <i>Transmission électronique</i>	13
11.1.2 – <i>Mentions obligatoires de facturation</i>	15

11.2 – CERTIFICATION « SERVICE FAIT ».....	15
11.3 – PAIEMENT.....	15
11.4 – RÉCUSATION.....	15
11.5 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE.....	16
11.6 – INTÉRÊTS MORATOIRES.....	16
ARTICLE 12 – CESSIION – NANTISSEMENT.....	16
ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....	16
ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE.....	16
ARTICLE 15 – RÉSILIATION DE L’ACCORD-CADRE.....	16
ARTICLE 16 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRES	16
ARTICLE 17 – CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....	17
ARTICLE 18 – RESPONSABILITÉS.....	17
18.1 – ÉLÉMENTS FOURNIS PAR LE TITULAIRE.....	17
18.2 – ASSURANCE.....	17
18.3 – CODE DU TRAVAIL.....	17
ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITÉ.....	18
ARTICLE 20 – ACCÈS AU LIEU DE LIVRAISON.....	18
ARTICLE 21 – DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	18
ARTICLE 22 – DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	19

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Objet de l'accord-cadre

La présente consultation a pour objet l'acquisition de véhicules neufs de type véhicule de type SUV COMPACT et LUDOSPACE au profit des unités du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française.

1.2 - Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert.

Cet appel d'offre ouvert est notamment soumis aux dispositions des articles R2124-2, R2132-7 à R2132-14, R2142-19 à R2142-27, R2152-3 à R2152-5 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018.

L'accord cadre est régi par les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018. Il fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il est exécuté au moyen de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018.

1.3 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des accord-cadres (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 34100000 « véhicules à moteur »
34113000 « véhicules à quatre roues motrices »

1.4 - Allotissement

L'accord-cadre est alloti.

Il est constitué de deux lots :

- Lot n°1 : véhicule 4*2 neuf de type SUV COMPACT
- Lot n°2 : véhicule 4*2 neuf de type LUDOSPACE

1.5 - Organisme responsable

Le commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française (COMGENDPF) agit en qualité de Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation ;
- dépouillement des offres ;
- notification des résultats ;
- décompte des pénalités ;
- suivi de l'exécution de l'accord-cadre ;
- établissement des avenants ;
- résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par ordre de priorité décroissante, l'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles suivantes :

2.1 - Pièces particulières

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes (bordereaux de prix unitaires et annexes techniques) complétés, signés et paraphés ;
- le présent cahier des clauses particulières paraphé (C.C.P) ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les bons de commande.

2.2 - Pièces générales

- l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux accord-cadres publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./F.C.S.) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 ;
- et toute réglementation actuellement en vigueur.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seul foi.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent accord-cadre.

ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

En application de l'article L2125-1 1° du code de la commande publique, chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conclu pour une durée ferme de 3 ans à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

4.1 - Bons de commande

L'exécution de l'accord-cadre s'effectue par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins. Ces derniers peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre à bons de commande est passé pour **sans minimum et sans maximum**.

Les bons de commande portent sur la fourniture et la livraison.

Il est rappelé qu'un bon de commande ne peut pas modifier les clauses de l'accord-cadre

Il est mentionné sur chaque bon de commande :

- la date d'émission ;
- la référence de l'accord-cadre (n° et date) ;
- le numéro de l'engagement juridique chorus du accord-cadre ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;

- le numéro de référence de la commande ;
- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité, adresse) ;
- les quantités commandées ;
- le prix unitaire en valeur hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total HT et le montant TTC (taux de la tva en vigueur précisée)
- l'adresse complète de livraison ;
- l'adresse du service recevant les demandes de paiement ;
- le comptable assignataire chargé des paiements.

4.2 - Condition d'exécution

Le titulaire s'engage, sur la durée de l'accord-cadre, à livrer des fournitures conformes aux prescriptions du présent CCP.

Conformément à l'article 20 du CCAG-FCS, la livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison où sont précisées :

- la référence de la commande ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification de la fourniture livrée ;
- la quantité livrée.

Le titulaire s'engage à informer l'administration des dates et heures de livraison.

Tout retard dû aux procédures de dédouanement éventuelles ne modifie pas les termes contractuels.

4.3 - Lieu de livraison

Les véhicules devront être livrés « clé en main » (dédouanés, immatriculés et acquittés de toutes les taxes en vigueur) à l'adresse suivante :

Commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française (COMGENDPF)

Centre de Soutien Automobile de la Gendarmerie (C.S.A.G)

Camp de FAA'A

98702 FAA'A

Les demandes d'établissement des certificats d'immatriculation sont donc à la charge du titulaire de l'accord-cadre. Ces dernières devront être remises au C.S.A.G lors de la livraison des véhicules.

5.1 - Descriptif technique

5.1.1 - Caractéristiques :

Bruit et pollution :

La totalité du matériel doit correspondre aux impératifs de la législation française et polynésienne en matière de bruit et de pollution de l'air au moment de la livraison.

Sécurité – code de la route :

A la date de livraison, l'ensemble de la fourniture et des équipements devra correspondre aux impératifs de code de la route et du code du travail français.

Documentation technique et administratives :

La fourniture du matériel sera obligatoirement accompagnée de tous les documents s'y rapportant. La documentation devra être rédigée en langue française.

Le fournisseur aura à sa charge la fourniture de tous les documents administratifs nécessaires à la mise en service du véhicule tels que l'établissement de la carte grise et la mise en place des plaques d'immatriculation. Il assurera la maîtrise d'œuvre pour l'ensemble des fournitures et garantira la mise en comptabilité de l'ensemble des accessoires.

5.1.2 - Lot n° 1 : Véhicule 4*2 neuf de type Suv compact

Le véhicule devra avoir au minimum les caractéristiques suivantes :

	Critères	Spécifications
Dimensions et capacités du véhicule	Hauteur extérieure	Entre 1,80 m et 2,10 m
	Longueur extérieure totale	Entre 4,20 m et 4,80 m
	Largeur extérieure totale	Entre 1,80 m et 2,10 m
	Garde au sol	Minimum 20 cm
	Capacités du réservoir	Minimum 50 litres
Description technique du véhicule	Couleur	Bleu d'origine constructeur
	Nombre de portes	4
	Nombre de places	5
	Carburant	Essence
	Roues et roue de secours	5 roues identiques avec jante en acier
	Puissance fiscale	Comprise entre 5 CV et 8CV
	Puissance dynamique	Comprise entre 90ch et 120ch
	Transmission	4X2
	Type de boîte de vitesse	Manuelle
	Emission mixte CO2	< ou = à 150 g/km maxi
	Nombre rapports	Minimum 5
Autres équipements obligatoires	Assistance au freinage d'urgence	
	Airbags conducteur et passager	
	Pack climatisation manuelle	
	Radar de recul	
	Direction assistée	
	Fermeture centralisée des portes	
	Vitres électriques avant	
	Filmage des vitres anti-intrusion 4 microns	
	Kit de présignalisation	
	Tapis de sol	
	Extincteur	

Lot n° 2 : Véhicule neuf 4*2 de type Ludospace

Le véhicule devra avoir au minimum les caractéristiques suivantes :

	Critères	Spécifications
Dimensions et capacités du véhicule	Hauteur extérieure	Entre 1,70 m et 2,10 m
	Longueur extérieure totale	Entre 4,20 m et 4,70 m
	Largeur extérieure totale	Entre 1,80 m et 2,10 m
	Garde au sol	Minimum 16 cm
	Nombre de portes latérales	Coulissantes Gauche et Droite
	Capacité du réservoir	Minimum 50 litres
Description technique du véhicule	Couleur	Bleu d'origine constructeur
	Nombre de portes	5
	Nombre de places	5
	Carburant	Essence
	Roues et roue de secours	5 roues identiques avec jante en acier
	Puissance fiscale	Comprise entre 5CV et 7CV
	Puissance dynamique	Comprise entre 90ch et 120ch
	Transmission	4X2
	Type de boîte de vitesse	Manuelle
	Emission mixte CO2	< ou = à 160 g/km maxi
	Nombre rapports	Minimum 5
Autres équipements obligatoires	Assistance au freinage d'urgence	
	Airbags conducteur et passager	
	Pack climatisation manuelle	
	Radar de recul	
	Direction assistée	
	Fermeture centralisée des portes	
	Vitres électriques avant	
	Filmage des vitres anti-intrusion 4 microns	
	Kit de présignalisation	
	Tapis de sol	
	Extincteur	

5.2 - Délais de livraison

5.2.1 - DÉLAIS DE BASE

A réception de chaque bon de commande, le titulaire s'engage à effectuer la livraison des véhicules dans les délais fixés dans son offre.

5.2.2 - PROLONGATION DES DÉLAIS

Une prolongation des délais de livraison pourra être accordée au titulaire de l'accord-cadre sur demande expresse de ce dernier et en application de l'article 13 du CCAG/FCS.

Toute demande de prolongation devra être dûment justifiée par le titulaire.

La prolongation ne devra pas dépasser la date initiale de livraison de plus de **30 jours**.

5.3 - Clause environnementale

Le commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française est sensibilisé à la protection de l'environnement. Ainsi, la performance environnementale sera évaluée en terme d'émission de CO² et chaque offre devra préciser le taux d'émission du ou des véhicules proposés.

5.4 - Relations entre le titulaire et l'administration

5.4.1 - Obligations du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à livrer les véhicules dans les conditions fixées dans le présent document.

5.4.2 - Obligations de l'administration

Le RPA s'assure de la bonne exécution de l'accord-cadre conformément aux stipulations exposées dans le présent document.

5.5 - Difficultés – problèmes

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent accord-cadre sont communiquées dès leur survenance à l'administration par écrit (lettre ou courriel) aux différentes adresses communiquées.

5.6 - Défaillance du titulaire

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent accord-cadre, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au présent accord-cadre, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

ARTICLE 6 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION

6.1 - Vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative approfondies sont effectuées dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de livraison conformément aux dispositions des articles 22 et 23 du CCAG/FCS.

6.2 - Décision après vérification

6.2.1 - Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission par l'établissement d'un procès-verbal de réception par le CSAG.

6.2.2 - Ajournement

Lorsque le RPA estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il sera fait application stricte de l'article 25-2 du CCAG/FCS.

6.2.3 - Réfaction

Par dérogation à l'article 25.3 du CCAG/FCS, aucune admission avec réfaction ne peut être prononcée.

6.2.4 - Rejet

Lorsque le RPA estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il prononce le rejet partiel ou total. Dans ce cas, l'article 25-4 du CCAG/FCS sera strictement appliqué.

6.2.5 - Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété conformément à l'article 26 du CCAG/FCS.

ARTICLE 7 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE

La garantie constructeur doit être étendue à au moins 2 ans, pièces et main d'œuvre, sans limitation de km valable dans le réseau constructeur du véhicule le plus proche à Papeete, incluant :

- Dépannage / remorquage : dans tous les cas de panne mécanique, électrique ou électronique, dépannage sur place ou remorquage du véhicule depuis le lieu de la panne jusqu'au garage constructeur le plus proche ;
- Assistance 24h/24h

Le titulaire devra indiquer dans son offre :

- ◆ le délai d'intervention en cas de dépannage ;
- ◆ les modalités de prise en charge du véhicule lors d'une panne.

Toutes les révisions pourront être effectuées par le CSAG de Papeete qui se chargera de respecter scrupuleusement les programmes d'entretien du constructeur afin de ne pas perdre le bénéfice de cette garantie.

Lors de la prise en charge d'un véhicule pour une intervention entrant dans le champ d'application de la garantie, le CSAG sera en mesure de réaliser une extraction du logiciel de suivi de la maintenance du parc automobile de la gendarmerie en éditant le carnet d'entretien du véhicule concerné.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

8.1 - Unité monétaire

Le franc pacifique est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

8.2 - Forme des prix

Les prix sont :

- unitaires pour chaque type de véhicule conformément à l'article R. 2112-6 1° du Code de la Commande Publique ;
- définitifs et fermes pour toute la durée de l'accord-cadre conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-9 du Code de la Commande Publique ;
- hors taxes et toutes taxes comprises ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres **(soit mars 2025)** ;
- incluant toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes liées à la prestation.

8.3 - Contenu des prix

Les prix comprennent :

- la livraison des véhicules, équipements et matériels associés décrits dans le présent C.C.P ;
- les vérifications et essais liés à la mise en service des véhicules ainsi que la conformité de l'ensemble de la commande avant livraison ;
- les frais de dédouanement ;
- les frais de livraison ;
- les frais d'immatriculation ;
- les frais de certificat d'immatriculation ;

Les véhicules devant être livrés acquittés de toutes les taxes en vigueur sur le territoire de la Polynésie.

8.4 - Contrôle des prix

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments dans le bordereau des prix unitaires.

8.5 - Révision de prix

Les prix sont fermes et définitifs. Aucune révision ne sera appliquée.

ARTICLE 9 - PÉNALITÉS

9.1 - Calcul des pénalités

Compte tenu de l'objet de l'accord-cadre, de l'obligation de résultats, outre le non paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour défaillance ou retard, sont calculées comme suit, et par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS :

$$P = V * R / 500$$

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée (prix de règlement des prestations en retard)

R = nombre de jours de retard

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 35 800 francs HT

9.2 - Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de cet accord-cadre ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le RPA, toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif du contrat et d'assurer la poursuite de l'exécution du accord-cadre.

ARTICLE 10 - AVANCE - ACOMPTE

10.1 - Avance

Cet accord-cadre ne prévoit pas le versement d'une avance.

10.2 - Acompte

Ce accord-cadre ne prévoit pas le versement d'acompte.

10.3 - Régime des paiements

Les prestations effectuées par le titulaire du présent accord-cadre donneront lieu à un paiement conformément aux articles R. 2191-23 à R. 2191-26 du code de la Commande publique en vigueur.

ARTICLE 11 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT

11.1 - Facturation

11.1.1 - Transmission électronique

L'obligation de transmettre des factures dématérialisées prévue au I de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 26 juin 2014 s'applique à tous les titulaires de contrats conclus avec les personnes publiques soumises à l'obligation de réception des factures dématérialisées. Elle s'applique aux fournisseurs ayant la personnalité juridique, quelle que soit leur nature juridique : personnes morales de droit privé, personnes morales de droit public, personnes physiques ou professions libérales.

Le titulaire transmet ses factures en version dématérialisées via le portail CHORUS-PRO :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures peuvent être dématérialisées par Echange de données Informatiques (EDI), déposées sous format .pdf directement sur le portail CHORUS-PRO ou encore saisies directement sur le portail.

Un kit de communication sur la solution de facturation dématérialisée est disponible sur ce portail.

Ce procédé a pour avantages d'offrir :

- des gains de frais d'impression, d'acheminement et de stockage ;
- une réduction du temps de traitement des factures ;
- des gains environnementaux (réduction de l'empreinte carbone) ;
- des gains de traçabilité et de sécurité de la facturation (intégration automatique de la facture au système comptable, suivi du traitement de la facture, et garantie de réception des factures)

S'informer sur CHORUS PORTAIL PRO :

Site internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> ;

11.1.2 - Mentions obligatoires de facturation

Pour le traitement de chaque facture, **il est impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

<p><u>Au titre du code général des impôts¹ :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Date de facture• Numéro d'Identifiant unique de la facture• Raison sociale et adresse• N° TAHITI• Montant HT• Taux de TVA• Montant TVA• Montant TTC• Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir <p><small>1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI</small></p>	ET	<p><u>Pour le traitement de votre facture :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) situé en haut à droite du bon de commande, ou à défaut sur la lettre de notification du accord-cadre (le cas échéant).• Le code du service exécutant (*) (code SE) : PRFCSP987 situé en haut à gauche du bon de commande sous l'adresse de facturation.• la date de livraison (obligatoire)
---	----	--

(*) *Ce numéro permet au Centre de Services Partagés Interministériels de Polynésie (CSPI) d'identifier de manière automatique le service et l'imputation budgétaire concernés et reste une condition nécessaire pour un traitement rapide.*

11.2 - Certification « service fait »

Le procès-verbal d'admission établi par le CSAG vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

11.3 - Paiement

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une livraison est complète.

Le paiement est effectué sur envoi de la facture par le titulaire et après admission par l'acheteur. Celui-ci est effectué par virement sur le compte du titulaire.

Le délai maximum de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture ou de la date de réception si elle est postérieure à la date de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

11.4 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'administration fait payer dans le délai de **trente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si l'administration n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

11.5 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le directeur des Finances Publiques de Polynésie
27 rue Anne-Marie Javouhey
BP 86
98700 PAPEETE
☎ : 40.46.70.00 - @ : dfip987@dfip.finances.gouv.fr

11.6 - Intérêts moratoires – Indemnité forfaitaire

Le dépassement du délai de paiement prévu à l'article 10.3 supra, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14 du code de la commande publique. Le taux fixé par voie réglementaire se calcule selon les stipulations des articles R. 3133-25 à R. 3133-28 du code de la commande publique.

L'indemnité forfaitaire est également versé de plein droit en cas de retard de paiement. Son montant est fixé par l'article D. 3133-27 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 - CESSION – NANTISSEMENT

Le montant du lot attribué peut être cédé ou donné en nantissement conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique en vigueur.

ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

Le accord-cadre ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Les entreprises soumissionnaires ne peuvent pas recourir à la sous-traitance pour cet accord-cadre.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU ACCORD-CADRE

Les dispositions des articles 29 à 34 du C.C.A.G./F.C.S. relatifs à la résiliation des accord-cadres sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts, peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 9 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation conformément au cas prévu à l'article 33 du C.C.A.G./F.C.S. . Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux mois sous peine de forclusion.

ARTICLE 16 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent accord-cadre. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA – Section budget administration – par courriel (sba.bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 36 du CCAG/FCS qui prévoit l'exécution de l'accord-cadre par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE

Le R.P.A. est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent accord-cadre.

Les interlocuteurs privilégiés du titulaire de l'accord-cadre pour tous les aspects techniques relatifs aux prestations sont :

- le Major Abdellah SAMET
☎ : 40.46.72.32
@ : csag.papeete@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Les interlocuteurs privilégiés du titulaire de l'accord-cadre pour tous les aspects administratifs relatifs aux prestations sont :

- l'adjudante Delphine BENARD
☎ : 40.46.72.61
@ : sba.bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTICLE 18 - RESPONSABILITÉS

18.1 - Éléments fournis par le titulaire

Le titulaire est responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre, c'est-à-dire :

- de la qualité des fournitures et du respect des délais. Il ne peut se prévaloir d'une quelconque défaillance de ses fournisseurs ;
- des agissements de ses employés et des autres personnes (transporteur par exemple) intervenant pour son compte.

18.2 - Assurance

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G/F.C.S, avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile et professionnelle. Il devra donc fournir, avec son offre une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

18.3 - Code du travail

Le titulaire atteste que les prestations seront exécutées par des salariés régulièrement employés au regard des articles L 143.3 et L 620.3 du code du travail en Polynésie française.

Le non respect des obligations stipulées ci-avant entraîne le cas échéant la résiliation de l'accord-cadre ou l'exécution aux frais et risques conformément à l'article 16 du présent CCP, sans préjudice des poursuites judiciaires engagées, le cas échéant, à l'encontre des titulaires et/ou des personnes intervenant pour son compte.

ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité. Il ne peut, en aucun cas, divulguer les informations, renseignements et documents dont il a, ou pourrait avoir connaissance dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte.

Le non respect de cette disposition est considérée comme une faute de nature à entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, au titre de l'article 1384 du Code Civil modifié par la loi n° 2002-305 du 4 mars 2002.

ARTICLE 20 - ACCÈS AU LIEU DE LIVRAISON

Le lieu de livraison est :

Commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française (COMGENDPF)

Centre de Soutien Automobile de la Gendarmerie (C.S.A.G)

Camp de FAA'A

98702 FAA'A

L'accès aux sites de la gendarmerie est réglementé. En conséquence, la société retenue s'engage à informer son personnel des règles d'accès :

- respect des horaires d'accès à la caserne de gendarmerie de FAA'A;
- respect du code de la route dans l'enceinte militaire (vitesse réduite à 20 km/heure, stationnement sur les zones prévues, etc...) ;
- interdiction de laisser des colis sans surveillance.

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire peuvent faire l'objet d'un contrôle sur place.

ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions de l'article 37 du C.C.A.G./F.C.S.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de ce accord-cadre :

Tribunal Administratif de Polynésie

Avenue Pouvana'a a OOPA

BP 4522

98713 PAPEETE

☎ : 40.50.90.25 - Courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr

ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Numéro d'article dérogeant au C.C.A.G./F.C.S.	Numéro d'article du C.C.A.G./F.C.S.
5.2.3 refaction	25.3 du CCAG/FCS
8.1 calcul des pénalités	14 du CCAG/FCS
18.2 assurance	9.2 du CCAG/FCS